

Grève de la faim de Nikos Maziotis, membre de Lutte Révolutionnaire, au sujet de la lutte des prisonniers politiques.

Durant les 15 dernières années, spécialement après le déclenchement de la guerre contre le "terrorisme", le système capitaliste a internationalement adopté plus de caractéristiques totalitaires dans le but d'imposer la dictature des marchés, les intérêts de l'élite financière supra-nationale qui a émergé de la procédure de mondialisation du système après la fin des deux pôles. Dans ce contexte, la répression, le blindage des arsenaux pénal et légal des états dans le nouvel environnement mondialisé contre les ennemis politiques et le nouvel ordre des choses -spécialement contre la menace de l'action révolutionnaire armée- a une grande importance et l'application pour la reproduction du système, en particulier les années qui ont immédiatement suivi le déclenchement de la crise financière mondiale.

L'état grec qui est construit avec le capital supranational a adopté d'une part les réformes néo-libérales dictées par l'Union Européenne et d'autre part a mis à jour ses arsenaux légal et pénal à la demande de la "guerre contre le terrorisme" internationale. Pour cette raison, le gouvernement avait voté en 2001 la loi anti-terroriste A, l'article 187 du code pénal (organisation criminelle). En 2009, peu après le soulèvement de décembre 2008, le gouvernement avait voté la loi anti-masques, en 2010 a consolidé l'article 187A. En 2012 après l'ordonnance d'un procureur général, le gouvernement a imposé la dissociation violente du DNA et, durant l'été 2014, a finalement voté -dans la logique de leur politique répressive précédente, la loi sur les prisons de type-C pour les prisonniers politiques.

Toutes ces années, cette mise à jour graduelle de l'attaque répressive de l'état a été intensifiée en parallèle des réformes néo-libérales des gouvernements grecs. Plus encore, cette attaque a été intensifiée après l'explosion de la crise financière mondiale, le soulèvement de décembre 2008 et l'assujettissement du pays au FMI, à l'UE et à la BCE après l'acceptation du premier mémorandum en 2010.

Pour la majorité sociale, il y a la délégitimation du régime dû au braquage social qui a été lancé contre la société grecque, qui a résulté dans la famine, la pauvreté et la misère d'une grande partie de la population, des milliers de morts par suicides, par maladie, par manque des biens élémentaires, de milliers de sans-abris et des milliers de personnes devant se nourrir par les poubelles ou par les soupes populaires. Tout ce qui est mentionné précédemment crée les conditions appropriées pour la perspective d'une révolution et d'une subversion du régime, celui-là même qui est responsable de cette crise et de toutes ces souffrances.

La prise en main des autorités et la gestion de la crise capitaliste par Syriza après les élections du 25 janvier 2015 ne change pas en substance les faits. Malgré les promesses pré-electorales pour l'abolition des conventions de mémorandum et la réduction de la dette, la politique du gouvernement de Syriza n'est pas disponible de la politique des gouvernements précédents. Ça peut-être prouvé par l'extension du programme d'aide actuel. Même si ils utilisent des trucs de communication comme ne pas l'appeler mémorandum et ils ne nomment pas la Troïka (FMI, UE, BCE) mais des "institutions". La vérité est que le gouvernement Syriza a accepté le mémorandum et la dette et qu'ils signeront un nouveau mémorandum de secours après celui-ci.

En tant que membre de Lutte Révolutionnaire et en tant que prisonnier politique en prison de type-C, je crois que la seule voie de sortie est le choix d'une révolution armée populaire et sociale et que la subversion peut donner une sortie à la crise et inverser le mémorandum et les conventions d'emprunt et effacer la dette. En tant que membre de Lutte Révolutionnaire et prisonnier politique en prison de type-C, pendant la lutte des prisonniers politiques contre les législations spéciales "anti-terroriste", les tribunaux spéciaux, les prisons spéciales, je participe depuis le 2 mars à la grève de la faim.

Nous demandons :

1. L'abolition de la loi anti-terroriste de 2001, l'article 187(organisation criminelle).
2. L'abolition de la loi anti-terroriste de 2004 , l'article 187A (organisation criminelle).
3. L'abolition de la loi anti-masques.
4. L'abolition de la loi sur les prisons de type-C.
5. Libération pour raisons médicales de Savas Xiros, condamné de l'Organisation Révolutionnaire 17 Novembre.